



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 05/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



Mordacq Arnaud Imprimerie

27 rue de St-Omer
62120 Aire-sur-la-Lys

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\MORDACQ Imprimerie_Aire-sur-la-Lys_070.02000\2_INSPECTIONS\2023 03 28 État des stocks\MORDACQ Imprimerie_Aire-sur-la-Lys_RAPVI_0007002000.odt
Code AIOT : 0007002000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement Mordacq Arnaud Imprimerie implanté Zone Industrielle du Petit Neufpré 62120 Aire-sur-la-Lys. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les présente inspection réalisée de façon inopinée a pour but de vérifier si l'exploitant dispose d'un état des stocks des matières combustibles présentes dans l'installation, exploitable rapidement notamment en cas d'accident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MORDACQ Arnaud Imprimerie
- Zone Industrielle du Petit Neufpré 62120 Aire-sur-la-Lys
- Code AIOT : 0007002000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPRIMERIE MORDACQ implantée à Aire-sur-la-Lys est spécialisée dans les activités d'impression offset utilisant des rotatives à séchage thermique. Elle est visée par les rubriques 2445-1 transformation du papier et 2450-A-a imprimeries, carton et réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021. Sur site, on trouve 6 rotatives.

Les principaux clients sont la grande distribution, les chaînes de magasins, les maisons d'édition de magazines et d'autres services comme les garages et les magasins de bricolage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées - généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées - Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks est incomplet (les produits finis et les déchets ne sont pas repris) et présente des unités de mesures hétérogènes.

Cet état des stocks n'est pas disponible en toutes circonstances.

Dans ces conditions, l'état des stocks n'apparaît pas conforme aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2021.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - généralités
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des matières stockées - généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente son état des stocks sous format informatique (logiciel de gestion des stocks ERP). La mise à jour de cet état est faite tous les 15 jours.</p> <p>Les quantités de matières premières (papier) sont indiquées en nombres de bobines ou de feuilles. Une conversion est nécessaire pour connaître ces quantités en volume ou en poids. Les emplacements des stocks de matières premières sont précisés dans le tableau.</p> <p>Les quantités de produits finis (livrets imprimés) se sont pas disponibles dans l'état des stocks ; l'exploitant explique que les départs de produits finis se font en flux tendu sans stock important.</p> <p>L'état des stocks reprend les produits dangereux (nom commercial, famille et quantité). Les mentions de dangers et les emplacements ne sont pas précisés. L'exploitant précise que l'ensemble des produits chimiques est stocké dans un local spécifique.</p> <p>Les stocks extérieurs de palettes et de cuves d'encre ne sont pas repris dans l'état des stocks.</p> <p>Les déchets sont constitués de rognures de papiers. Il sont stockés dans des bennes situées en extérieur. En moyenne, 1 benne (6 à 9 T) par jour est évacuée vers l'installation de traitement. La quantité précise de déchets présents n'est pas reprise dans l'état des stocks.</p> <p>En l'état, l'état des stocks n'est pas exploitable par les autorités en cas d'accident et constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription.</p> <p>Dans les bonnes pratiques, les éléments attendus pour l'état des stocks sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non classées) doivent y figurer. Les encours de production (stockage correspondant à moins de deux jours de production) ne sont pas considérés comme stockage et ne sont pas à mentionner ; - l'identification des matières stockées doit mentionner les grandes familles de produits, matières ou déchets, en lien avec les rubriques ICPE ou une typologie de dangers ; - pour les matières dangereuses, doivent figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets ; - les quantités sont à exprimer en kg, en tonnes ou en m³ et non en unité de produit/récepteur et par lieu de stockage (avec plan de situation) ; - une mise à jour à minima hebdomadaire est une bonne pratique ; - cet inventaire « administratif » doit être recalé avec un inventaire physique. Un recalage annuel constitue une bonne pratique.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées - Fiches de données de sécurité
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des matières stockées - Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont centralisées sous format informatique sur le serveur dans la rubrique CHSCT. Ce serveur est accessible pour les responsables du site. Elles sont également disponibles sous format papier dans le bureau de la responsable des produits chimiques.</p> <p>Vu par sondage les FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - additif de mouillage ALCO DOWN RS 207 (FDS mise à jour le 15/01/2020) - encre PREM ECO 2600 cyan (FDS mise à jour le 30/01/2023)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, État des matières stockées - accessibilité à l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présentation de l'état des stocks a débuté une vingtaine de minutes après l'arrivée de l'inspection sur site.</p> <p>Les données de l'état des stocks est accessible par les responsables de l'entreprise sur le serveur implanté sur le site.</p> <p>Une sauvegarde des informations du serveur sur un disque dur externe est réalisée chaque jour par la responsable informatique qui emporte à son domicile le disque dur.</p> <p>L'exploitant ne peut pas garantir que l'accès à l'état des stocks est possible à tout moment.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à la prescription.</p> <p><u>Observation</u> : la disponibilité des données depuis l'extérieur pourrait être améliorée éventuellement par un système de type "cloud", ou tout autre dispositif équivalent, pour les rendre accessibles à un plus grand nombre de personnes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois